

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JANVIER 1923.

Proposition de loi relative à la reconnaissance légale de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. SEGERS.

MESSIEURS,

L'Institut supérieur de Commerce d'Anvers, créé par un arrêté royal organique du 29 octobre 1852, est indiscutablement un établissement d'enseignement supérieur.

Il n'est accessible qu'aux élèves qui ont achevé de façon complète les études moyennes supérieures enseignées dans les athénées ou les établissements libres du même degré, ou qui ont subi un examen d'admission portant sur les matières de l'enseignement moyen du degré supérieur. La plupart des membres du corps enseignant sont diplômés de l'enseignement supérieur. Enfin les programmes, tant en ce qui concerne les deux premières années d'études, qu'en ce qui concerne les sections de la 3^e année, comprennent les branches affectées dans les Universités à l'enseignement supérieur spécial.

Et cependant, par une anomalie peu explicable, l'Institut est considéré comme un établissement d'*enseignement moyen*. L'arrêté royal du 15 mai 1879, en se basant sur une considération inexacte en ce qui concerne les matières comprises au programme des cours, affilie le personnel administratif et enseignant de l'Institut à la Caisse des veuves et orphelins des membres du corps administratif et enseignant des établissements d'instruction *moyenne* de l'État.

On s'étonne que pareille erreur ait pu être maintenue pendant si longtemps.

Le but de la proposition de loi est de la rectifier. Et comme l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers est le seul établissement d'enseignement supérieur

(1) Proposition de loi, n° 364 (session de 1921-1922).

(2) La Commission était composée de MM. STRAUS, président, BOLOGNE, CARTON DE WIART, HUYSMANS, PIERCO et SEGERS.

dépendant de l'État qui ne soit pas reconnu par une loi, — puisque en dehors des Universités de Gand et de Liège, l'Institut agricole de l'État à Gembloux et l'École de médecine vétérinaire à Cureghem existent en vertu de la loi organique du 18 juillet 1860, — la proposition de loi tend en même temps à appliquer à l'Institut d'Anvers le régime légal appliqué aux Instituts de Cureghem et de Gembloux, de façon à ne pas le maintenir, en raison même de son statut officiel, et de reconnaître son existence par un état d'infériorité vis à vis de l'enseignement agricole et de la médecine vétérinaire.

L'Institut relève d'ailleurs de l'État aussi bien que de la commune. L'État paie les trois quarts de ses dépenses. La ville d'Anvers y intervient pour un quart. Le Ministre de l'Industrie et du Travail nomme le corps professoral et le personnel administratif sur présentation de la Commission administrative et du Collège des bourgmestre et échevins; il dote en outre les élèves de l'Institut de bourses d'études et de bourses de voyage; il se fait représenter aux examens de sortie; il signe les diplômes à l'intervention du Ministre compétent. La ville, d'autre part, fournit les locaux, le mobilier et le matériel. Elle les entretient.

La proposition de loi a pour effet pratique d'assimiler le corps professoral de l'Institut à celui des établissements d'enseignement supérieur sous le rapport des pensions. Cette assimilation existe déjà, en vertu de la loi organique du 18 juillet 1860, pour les professeurs de l'Institut agricole de Gembloux et de l'École vétérinaire de Cureghem. Il est donc légitime de l'établir au même titre pour le corps enseignant de l'Institut supérieur d'Anvers. Celui-ci jouira donc aussi de l'éméritat reconnu aux professeurs des Universités de l'État par la loi du 30 juillet 1879.

La reconnaissance légale n'entraînera toutefois pas le transfert de l'Institut au Ministère des Sciences et des Arts. Tout comme l'Institut de Gembloux et l'École vétérinaire de Cureghem relèvent du Ministère de l'Agriculture, l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers continuera à dépendre du Ministère de l'Industrie et du Travail. En effet, le Ministère des Sciences et des Arts ne s'occupe que de l'enseignement supérieur *général*. L'Institut d'Anvers s'occupe d'enseignement supérieur *spécial*, et à ce titre, sa place demeure marquée dans le ressort de l'enseignement professionnel qui dépend du Département de l'Industrie et du Travail,

La proposition de loi a été présentée une première fois en 1913, par MM. Pécher et Royers. Elle a été rejetée à une forte majorité par les Sections de la Chambre. Ce vote négatif s'explique par le fait qu'un grand nombre de votants avaient la crainte de voir créer par la loi un régime d'inégalité entre les diplômes de l'Institut supérieur et ceux des établissements similaires d'enseignement libre, existant notamment à Anvers et Mons. Ils voulaient éviter, alors que le diplôme de licencié en sciences commerciales n'est requis à l'entrée d'aucune carrière et que sa valeur est uniquement d'ordre moral, qu'on assignât, par un moyen purement fictif, la supériorité des diplômes de l'enseignement officiel au regard des diplômes de l'enseignement libre. Mais les auteurs de la proposition de loi ont tenu à déclarer formellement à la Commission que leur projet n'avait nullement pour but de créer cette inégalité.

Certes l'investiture légale que la loi donnera à l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers peut avoir pour effet de fixer sur lui l'attention publique, mais elle n'est pas de nature à augmenter la valeur de ses diplômes vis-à-vis des établissements libres. La valeur d'un diplôme dépend d'ailleurs non pas de l'étiquette ou du statut plus ou moins officiel de l'établissement qui le confère, mais du caractère scientifique de l'établissement, de la confiance qu'il inspire et de la valeur intrinsèque de son enseignement. L'égalité entre les diplômes des divers établissements d'enseignement supérieur de commerce officiel et libre, demeure donc sauvegardée. C'est dans ces conditions que la Commission a voté le projet à l'unanimité des voix.

Un membre a fait observer qu'il y aurait lieu de se préoccuper davantage à l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers de l'aspect pédagogique de l'enseignement des langues.

D'autre part la Commission, d'accord avec les auteurs de la proposition, a été unanime à modifier le § final de l'article 4.

Ce paragraphe était ainsi conçu :

« Les employés subalternes sont nommés par le directeur, sous approbation de la Commission administrative. »

La Commission propose de dire :

« Les employés subalternes sont nommés par la Commission administrative, sur la proposition du directeur. »

AMENDEMENT.

ART. 4.

Rédiger le § final de l'article 4 comme suit :

Les employés subalternes sont nommés par la Commission administrative, sur la proposition du directeur.

ART. 4.

De slotalinea van artikel 4 te doen luiden :

De lagere bedienden worden op voorstel van den bestuurder benoemd door den Raad van beheer.

Le Rapporteur,

PAUL SEGERS.

Le Président,

L. STRAUSS.

(4)

(N^o 84)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JANUARI 1923.

Wetsvoorstel tot wettelijke erkenning van het Hooger Handelsgesticht
te Antwerpen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER
SEGENS.

MIJNE HEEREN,

Het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen, opgericht bij een koninklijk besluit tot regeling dd. 29 October 1852, is onbetwistbaar een inrichting van hooger onderwijs.

Het mag slechts bezocht worden door studenten die volledige middelbare studiën van den hooger grad hetzij in de athenæa of in de vrije inrichtingen van denzelfden grad hebben gedaan, of die een toegangsexamen hebben afgelegd over de leervakken van het middelbaar onderwijs van den hooger grad. De meeste leden van het onderwijzendkorps bezitten een diploma van het hooger onderwijs. Ten slotte, omvatten de programma's, — zoowel die betreffende de eerste twee studiejaar als die betreffende de afdeelingen van het 3^o jaar, — de leervakken welke in de Universiteiten aan het bijzonder hooger onderwijs worden besteed.

En toch, door een min verklaarbare afwijking van de gestelde regelen, wordt het Hooger Handelsgesticht aangezien als een inrichting van *middelbaar onderwijs*. Door het koninklijk besluit van 13 Mei 1879, dat gegrond is op eene onjuiste beschouwing in zake de leervakken die begrepen zijn in het programma der leergangen, wordt het besturend en onderwijzend personeel aan het Hooger Handelsgesticht aangesloten bij de Weduwen- en Weezenkas der leden van het besturend en onderwijzend personeel der *middelbare* onderwijsinrichtingen van den Staat.

Het is verwonderlijk dat zulke dwaling zoolang heeft kunnen voortbestaan.

(1) Wetsvoorstel, n^o 364 (zittingsjaar 1921-1922).

(2) De Commissie bestond uit de heeren STRAUS, voorzitter, BOLOCNE, CARTON DE WIAET, HUYSMANS, PIERCO en SEGENS.

Het wetsvoorstel wil dit terecht brengen. En daar het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen de eenige inrichting is van hooger onderwijs afhangende van den Staat en dat niet door eene wet wordt erkend, — aangezien, buiten de Universiteiten van Gent en Luik, 's Rijks Landbouw-Instituut, te Gembloers, en de Veeartsenijschool, te Cureghem, bestaan krachtens de organieke wet van 18 Juli 1860, — heeft het wetsvoorstel terzelfdertijd voor doel het Gesticht van Antwerpen aan de wettelijke regeling te onderwerpen welke geldt voor de Gestichten van Cureghem en van Gembloers, zoodanig dat zij niet behouden wordt, wegens zijn officieel statuut zelf, en zijn bestaan wordt erkend door een staat van ondergeschiktheid tegenover het landbouw- en het veeartsenij-onderwijs.

Overigens, het gesticht hangt af zoowel van den Staat als van de gemeente. De Staat betaalt de drie vierden zijner uitgaven. De stad Antwerpen komt tusschenbreide voor een vierde. De Minister van Nijverheid en Arbeid benoemt het leeraarskorps en het besturend personeel op voordracht van de bestuurscommissie en van het College van burgemeesteren schepene; daarenboven begiftigt hij de leerlingen van het gesticht met studiebeurzen en reisbeurzen; hij laat zich vertegenwoordigen op de eindexamens; hij onderteekeut de diploma's door bemiddeling van den bevoegden Minister. Van haren kant, levert de stad de lokalen, de meubelen en het materieel, en hij onderhoudt dezelfde.

Het wetsvoorstel heeft als practisch gevolg dat het leeraarskorps gelijkgesteld wordt met dat der hogere onderwijsinrichtingen voor wat de pensioenen betreft. Deze gelijkstelling bestaat reeds krachtens de organieke wet van 18 Juli 1860, voor de leeraars van het Landbouwinstituut te Gembloers en van de Veeartsenijschool te Cureghem. Het is dus rechtvaardig ze ook te bewerkstelligen op dezelfde wijze voor het leeraarskorps van het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen. Dit korps zal dus ook recht hebben op het emeritaat, waarvan de professoren der Staatsuniversiteiten genieten, krachtens de wet van 30 Juli 1879.

De wettelijke erkenning brengt evenwel niet mede dat het Gesticht wordt overgebracht tot het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen. Zooals het Gesticht van Gembloers en de Veeartsenijschool van Cureghem afhangen van het Ministerie van Landbouw, zal het Hooger Handelsgesticht blijven afhangen van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid. Inderdaad, het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen houdt zich alleen bezig met het *algemeen* hooger onderwijs. Het Gesticht van Antwerpen dient voor een *bijzonder* hooger onderwijs, en als dusdanig valt zijn aangeduide plaats binnen het gebied van het vakonderwijs dat afhangt van het Departement van Nijverheid en Arbeid.

Het wetsvoorstel werd de eerste maal ingediend in 1913 door de heeren Pecher en Royers. Het werd met eene groote meerderheid verworpen door de Kamerafdeelingen. Deze negatieve stemming is te verklaren voor het feit dat vele stemmers vreesden door die wet een stelsel van ongelijkheid te zien tot stand komen tusschen de diplomas van het Hooger Handelsgesticht en deze van de gelijkaardige inrichtingen van vrij onderwijs, die namelijk bestaan te Bergen en te Antwerpen. Daar het diploma van licenciat in de handelswetenschappen voor geen enkele loopbaan vereischt wordt en dat het enkel eene moreele waarde bezit,

wilden zij vermijden dat men door een louter ingebeeld middel meer waarde ging toekennen aan de diplomas van het officieel onderwijs ten aanzien van de diplomas van het vrij onderwijs. Maar de indieners van het ontwerp verklaarden uitdrukkelijk aan de Commissie dat hun ontwerp volstrekt niet voor doel had deze ongelijkheid tot stand te brengen.

De wettelijke erkenning van het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen kan ongetwijfeld ten gevolge hebben, daarop de openbare aandacht te vestigen; daardoor zullen echter zijne diploma's geen hoogere waarde bekomen tegenover de vrije gestichten. Overigens, de waarde van een diploma hangt af niet van den naam of van het min of meer officieel karakter van het gesticht dat dit diploma uitreikt, doch van het wetenschappelijk gehalte van het gesticht, van het vertrouwen dat het geniet en van de innerlijke waarde van zijn onderwijs. De gelijkheid tusschen de diploma's van de onderscheidene gestichten van officieel en vrij hooger handelsonderwijs blijft dus ongeschonden.

Door een lid werd er op gewezen, dat men zich in het Hooger Handelsgesticht meer zou moeten bezighouden met de pedagogische zijde van het onderwijs der talen.

Anderzijds was de Commissie, in onderling overleg met de onderteekenaars van het voorstel, het eens om de slotalinea van artikel 4 te wijzigen.

Die alinea luidde :

« De ondergeschikte bedienden worden benoemd door den bestuurder, onder goedkeuring van den Raad van beheer. »

De Commissie stelt voor die alinea te doen luiden :

« De lagere bedienden worden op voorstel van den bestuurder benoemd door den Raad van beheer. »

AMENDEMENT.

ART. 4.

Rédiger le § final de l'article 4 comme suit :

Ces employés subalternes sont nommés par la Commission administrative, sur la proposition du directeur.

ART. 4.

De slotalinea van artikel 4 te doen luiden :

De lagere bedienden worden op voorstel van den bestuurder benoemd door den Raad van beheer.

De Verslaggever,
PAUL SEGERS.

De Voorzitter,
L. STRAUSS.